



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 22 DECEMBRE 1996

N° 245

PRIX 4 FF



ZAIRE



UN

APPAREIL D'ETAT
EN DECOMPOSITION

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

Page 2
Editorial

Page 4
Côte d'Ivoire: La dette extérieure, un exemple de l'impasse du capitalisme

Page 6
Les élections au Sénégal: cafouillage ou tripatouillage ?

Page 7
- Tchad: La ruée vers la mangeoire parlementaire
- Immigration: Un projet anti-immigré de plus

Page 9
Il n'y aura pas d'intégration économique sur une base capitaliste !

ABONNEMENT

FRANCE: 1 an

- Pli ouvert : 70 FF

- Pli fermé : 85 FF

Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-postes courants.

ETRANGER :

Même tarif mais uniquement en coupons-réponses internationaux.

ADRESSE :

DUFEAL-COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 -CLICHY Cedex

é d i t o r i a l**ZAIRE****UN APPAREIL D'ETAT
EN DECOMPOSITION**

Le retour du dictateur Mobutu au Zaïre, après un séjour de quatre mois en Suisse et en France, est présenté, notamment par les dirigeants français qui le soutiennent, comme le retour de l'homme providentiel pour remettre sur les rails un Etat en voie de décomposition et dont certaines provinces à l'Est sont tombées entre les mains des "rebelles".

La crise politique au Zaïre remonte au début des années 90. Secoué par la même vague de colère et de révolte qu'ont connue de nombreux pays africains, le dictateur Mobutu a dû comme tous ses compères se plier aux revendications du multipartisme. D'autant plus que ce sont les dirigeants de l'impérialisme qui demandaient à tous leurs valets africains de lâcher un peu du lest et d'accepter l'existence des partis d'opposition ainsi qu'une certaine liberté de presse. Mobutu a dû s'y plier et accepter la tenue d'une "conférence nationale" qui nomma Etienne Tshisekedi, un dirigeant de l'opposition, au poste de premier ministre. Cette espèce de double pouvoir ne dura que quelques mois à peine. Mobutu écarta Tshisekedi pour le remplacer par Kengo Wa Dondo, un de ses proches.

Mais cette passe d'armes entre l'opposition dite "légale" et le pouvoir de Mobutu n'est en réalité qu'un des aspects de cette crise. Depuis plusieurs années, l'Etat zaïrois s'est trouvé réduit à l'entourage immédiat du président. Mobutu s'était retranché dans son palais flottant, comme d'autres se seraient retranchés dans leur bunker, ne faisant confiance qu'à sa garde présidentielle recrutée dans sa famille proche ou dans son clan. Les soldats des Forces Armées Zaïroises (l'armée nationale) ne touchant plus leurs salaires depuis longtemps étaient de vraies bandes armées vivant du racket de la population. Les fonctionnaires ne sont presque plus payés, les écoles et les hôpitaux sont totalement laissés à l'abandon. Les routes ne sont plus entretenues. Kinshasa autrefois appelée "Kin la belle" est devenue une ville fantôme où règne la terreur des soldats livrés à eux-mêmes, volant et pillant les petites gens. Certains officiers, tels des seigneurs de guerres, forment leur bande, qui pour s'approprier de la douane, qui pour s'offrir la

"sécurité" pour se remplir les poches.

En agissant de la sorte, les dirigeants de l'armée de Mobutu ne font que copier ce dernier. Car Mobutu est en effet le premier à s'être rempli les poches au point que sa fortune personnelle serait l'équivalent de la dette extérieure du Zaïre, c'est-à-dire plusieurs milliards de dollars.

Le Zaïre est un immense pays contenant des richesses naturelles colossales. Mais toute cette richesse est pillée depuis l'époque coloniale, par les trusts du diamant, du cuivre, etc... Mobutu a été l'homme de ces trusts occidentaux qui l'avaient installé au pouvoir. En échange, ces trusts le laissent se remplir les poches et installer à côté de lui au pouvoir des hommes de sa famille ou des proches.



Kabila, un des opposants

Mais cette décomposition de l'appareil d'Etat dont les dirigeants ont pour principal souci leur enrichissement personnel, a abouti à l'incapacité de Mobutu à maintenir le pouvoir dans l'ensemble de ce vaste pays. Dans les provinces lointaines, les gouverneurs presque laissés à eux-mêmes font ce qu'ils veulent dans leurs territoires. Dans les provinces de l'Est situées dans

la région du Kivu, des pans entiers de l'armée ont rejoint avec armes et bagages, les "rebelles" sous la direction de Laurent Kabila.

L'afflux des réfugiés provenant du Rwanda voisin dans le Kivu et l'incapacité de Mobutu à faire face aux troubles inter-ethniques puis aux massacres qui ont eu lieu dans cette région a mis au grand jour cette décomposition non seulement de l'armée zairoise mais de l'ensemble de l'appareil d'Etat.

C'est pour aider le régime de Mobutu, incapable de reprendre en main le pouvoir dans cette région du Kivu que la France avait saisi le prétexte humanitaire pour proposer l'envoi d'un contingent militaire sous la bannière de l'ONU; proposition rejetée par les USA, toujours pour les mêmes raisons prétendument humanitaires.

Cette région riche en minerais dont certains sont très rares, suscite bien des convoitises et des intérêts divergents entre les trusts et les puissances impérialistes rivales, en l'occurrence entre la France et les Etats-Unis.

Mobutu est rentré au Zaïre pour quelques jours avant de revenir en France pour poursuivre son traitement. Il va peut-être réussir au nom de l'intérêt national, au nom de l'unité du Zaïre, à mettre d'accord ses partisans et ceux de l'opposition légale. En tout cas, le dirigeant de cette opposition, venu récemment rendre visite au dictateur en France, a déjà fait acte d'allégeance à Mobutu. Les dirigeants de la France et des Etats-Unis vont peut-être trouver un consensus pour sauver sinon Mobutu, tout au moins l'Etat Zaïrois du chaos actuel. Ils savent que si le Zaïre, ce pays entouré de neuf voisins frontaliers partait en éclats, cela risquerait de déstabiliser l'ensemble de cette région de l'Afrique centrale.

Mobutu et son rival "légal",

Tshisekedi, ne sont en réalité rien d'autres que des pantins à la solde des trusts. Mais l'opposant "non légal" qu'est Kabila, qui prétend lutter contre la dictature de Mobutu, n'a pas d'autre ambition que celle de jouer lui aussi ce rôle de valet de l'impérialisme. Avec les armes, il est parvenu à faire monter les enchères et à "doubler" en quelque sorte l'opposition légale. Reste à savoir s'il y a de la place pour trois têtes au sommet de

l'Etat.

En tout cas, quelle que soit l'issue des pourparlers, s'il y en a, ou de la guerre que pourront se livrer ces bandes rivales, dans aucun cas il ne sera tenu compte de l'intérêt de la population. Celle-ci, tant qu'elle n'interviendra pas elle - même, directement en s'organisant et en luttant pour promouvoir ses intérêts ne verra pas de changement dans son sort.

COTE D'IVOIRE

LA DETTE EXTERIEURE, UN EXEMPLE DE L'IMPASSE DU CAPITALISME

A la fin du mois de novembre dernier, la Côte d'Ivoire a obtenu des institutions créancières, les banques commerciales regroupées au sein du Club de Londres, une réduction d'une partie de sa dette extérieure qui est passée de 2,6 milliards à 1,32 milliard de dollars, soit une baisse de 48%. Pour obtenir cette réduction, l'Etat ivoirien s'est engagé à rembourser, à partir de 1998, 56 milliards de FCFA chaque année.

Le ministre ivoirien de l'Economie a commenté cela avec satisfaction, au début de ce mois, en affirmant que le service de la dette est "soutenable et compatible avec notre capacité de paiement à moyen terme" et que cela "favorisera les investissements étrangers dans le pays".

C'est vrai que la Côte d'Ivoire, comme la plupart des pays sous-développés, est littéralement étranglée par la dette depuis plusieurs années. Le montant de la dette extérieure de ce pays s'élevait en 1995, selon certaines sources, à 9 521 milliards de francs CFA. Le poids de celle-ci est complètement insupportable, à tel point que depuis 1987, la Côte d'Ivoire a cessé de la payer.

D'autant plus que depuis le début des années 80, avec l'effondrement des prix du café et du cacao, les caisses de l'Etat sont désespérément vides.

Tant que ces deux matières premières, considérées comme les deux mamelles de l'économie ivoirienne, se vendaient relativement bien sur le marché mondial, l'Etat ivoirien pouvait emprunter de l'argent et il ne s'en privait pas. D'année en année, il empruntait de l'argent dont une partie a servi à réaliser un minimum d'infrastructures (surtout à Abidjan), une autre partie était gaspillée dans l'achat des armes ou de la construction des "éléphants blancs" (c'est-à-dire ces constructions de prestige inutiles et ruineuses) et une troisième partie qui a pris le chemin des comptes à l'étranger des dignitaires du régime.

C'était la période où le gouvernement ivoirien se complaisait dans une sorte d'autosatisfaction permanente et où l'on parlait volontiers du "miracle ivoirien". En fait c'était une santé apparente qui cachait un mal profond, à la manière d'un malade plein de boursouflures et qu'on prend pour un homme bien

portant.

Maintenant que ce mal profond, la crise du capitalisme, touche tous les pays depuis plusieurs années, la Côte d'Ivoire est obligée de se rendre à cette évidence que, tout comme les autres pays pauvres, elle n'a aucune possibilité d'un développement réel sur une base capitaliste. Pour obtenir une révision à la baisse de sa dette extérieure, la classe dirigeante a supplié les pays riches de la classer parmi les "pays à revenus faibles" (un euphémisme pour appeler les pays pauvres), alors qu'il n'y a pas si longtemps, elle était fière d'être classée parmi les "pays à revenus intermédiaires". Le quotidien "Le jour" du 2 décembre a ironisé à ce sujet en disant que "ce déclassement (...) est curieusement perçu comme un avantage par les autorités ivoiriennes".

A une époque récente (au début des années 90), la situation économique du pays était dans un état si critique que le gouvernement ivoirien n'était même pas sûr de payer ses fonctionnaires à la fin de chaque mois. Pour que l'Etat ivoirien ne soit totalement asphyxié et n'admette publiquement sa banqueroute, il a fallu que le FMI et la Banque mondiale lui donnent un ballon d'oxygène en lui accordant de nouveaux crédits, à la suite de la dévaluation du franc CFA.

Mais si la faillite de l'économie du pays est pour le moment évitée, celle-ci est encore dans la situation d'un malade sous perfusion. Elle est loin d'être redressée, malgré les fanfaronnades des dirigeants qui parlent de construire "l'Eléphant d'Afrique", c'est-à-dire faire de la Côte d'Ivoire un pays industriel et prospère. Dès l'année prochaine, ils espèrent atteindre un taux de croissance économique à deux chiffres. Mais l'amélioration de la situation économique dépend uniquement de celle du marché mondial et absolument pas des

déclarations des dirigeants. En fait, ces déclarations visent simplement à faire patienter la population et à lui imposer de nouveaux sacrifices.

Car la dette extérieure, même réduite, il faut bien que quelqu'un



Eléphant ou girafe?

la paie. Et l'Etat ivoirien, qui est pauvre, sera bien obligé d'emprunter de l'argent aux mêmes créanciers ou à d'autres pour faire face au paiement du service de la dette. Mais en même temps, comme d'habitude, c'est à la population qui a déjà bien du mal à s'en sortir, ne serait-ce que manger à sa faim, qu'on fera payer cette dette au travers d'une augmentation des impôts et autres taxes. La privatisation des secteurs publics tels que la poste et l'électricité, le délabrement d'autres services publics comme les transports et les hôpitaux ainsi que la dévaluation du franc cfa avec son cortège de hausses anarchiques des prix, sont autant de sacrifices déjà imposés aux pauvres au nom du redressement économique et du remboursement de la dette.

La dette est un cercle vicieux dans lequel les pays pauvres sont enfermés. C'est une escroquerie permanente. Ils ne peuvent pas s'en sortir autrement qu'en la supprimant. Mais pour cela, il faut d'abord supprimer le capitalisme lui-même.

LES ELECTIONS AU SENEGAL

CAFOUILLAGE OU TRIPATOUILLAGE ?

Les élections rurales, régionales et municipales qui ont eu lieu le 24 novembre ont été tellement entachées d'irrégularités que le gouvernement a dû l'admettre et faire semblant de mener une enquête afin de désigner des coupables.

Le jour du vote, tous les bureaux étaient sensés être ouverts avec les urnes, les bulletins et la liste des électeurs inscrits. Mais à 13 heures certains bureaux n'avaient pas encore reçu le matériel nécessaire au déroulement du vote. Chose d'autant plus étonnante que ce dysfonctionnement concernait plus particulièrement Dakar et sa région.

Afin de calmer les rumeurs selon lesquelles il s'agirait moins de mauvais fonctionnement de l'administration que de tripatouillage électoral, le gouvernement a annulé le vote de Dakar et de sa région pour le reporter à trois jours plus tard.

Le dirigeant du PDS, Abdoulaye Wade, qui se dit opposant quand ça l'arrange et qui est néanmoins ministre de Diouf, s'était présenté à ces élections pour ravir le poste du maire de Dakar détenu par le PS. Il est déçu car il n'a pas été élu. Son parti a même perdu Thiès, une des grandes villes du Sénégal. Saint Louis restera aussi entre les mains du PS.

Petite consolation tout de même pour Wade car son parti a récupéré quelques villes moyennes comme Bignona, Dagana, Vélingara entre autres.

Les dirigeants du PS sont

contents de leurs résultats. Ils disent qu'ils ont gagné pour avoir su attirer vers eux quelques têtes du PDS. Celui-ci semble, lui aussi, satisfait. Seuls les petits partis qui avaient participé ou qui participent toujours au gouvernement ont été laminés. C'est le cas du LD/MPT d'Abdoulaye Bathily (ministre) et du PIT d'Amath Dansokho (ex-ministre).

And-Jéf, le parti de l'ex-maoïste Landing Savané, qui n'a pas encore participé au gouvernement, a réalisé, semble-t-il, un bon score puisqu'il obtiendrait 11%. Il est désormais le troisième parti du pays. Avec un tel score Landing Savané va-t-il, comme Wade, monnayer avec le pouvoir pour obtenir mieux qu'un strapontin? Ou bien choisira-t-il de rester dans l'opposition dans l'espoir de ravir la place de Wade en visant le long terme? En tout cas il est loin le temps où il tenait des propos radicaux contre le capitalisme et l'impérialisme. Depuis plusieurs années, il a modéré son langage à tel point que Diouf, après sa dernière réélection, l'a rencontré pour lui proposer un poste dans le gouvernement d'union nationale en voie de constitution. Ce dernier avait refusé en disant que les conditions ne lui plaisaient pas.

Aujourd'hui Savané n'est pas encore ministre tout en étant "ministrable". Mais si on lui a proposé un poste, c'est qu'on le considère quand même membre du clan de ceux qui gouvernent. Ne dit-on pas : "Qui se ressemble s'assemble"? Alors si ce n'est pas aujourd'hui, ce sera peut-être demain !

TCHAD**LA RUEE VERS
LA MANGEOIRE PARLEMENTAIRE**

Après les présidentielles, les législatives: le 5 janvier prochain les populations tchadiennes vont retourner aux urnes pour l'élection de 650 députés et sénateurs.

Des candidats disposant de peu de moyens ont écrit à leurs parents vivant ici dans l'immigration pour demander de l'argent afin de faire campagne. C'est la course vers les postes.

Pour limiter le pléthore des prétendants, le pouvoir a arbitrairement décidé de refuser d'inscrire sur la liste les candidats dits "indépendants". Ces derniers ont crié au scandale mais en vain. Ils sont obligés de faire recours aux partis politiques pour cautionner leur candidature.

Ce qui motive la plupart des candidats, ce n'est pas le souci de défendre les intérêts des populations qui les auront élus. Ils ne pratiquent que la "politique du ventre", c'est-à-dire qu'ils cherchent à pouvoir bénéficier des privilèges inhérents à la fonction

de député. Un poste de ce genre en ce moment peut permettre de vivre et de faire vivre une famille.

En effet les conditions de vie sont très dures. Dans la fonction publique, les salaires continuent de tomber tous les trois mois, voire tous les six mois pour les fonctionnaires vivant dans les provinces. Et cela, sans rappel. Dans le secteur privé les travailleurs ont peut-être le privilège de toucher chaque mois leur salaire. Mais c'est un salaire dérisoire par rapport à la cherté de la vie. Et compte tenu des rémunérations aléatoires de la fonction publique, le nombre de bouches à nourrir augmente dans toutes les familles. Toucher un salaire régulier, ce n'est rien tellement les besoins sont énormes. Il faut s'endetter pour pouvoir joindre les deux bouts.

Alors la ruée vers les postes de député, c'est tout simplement, pour une partie de petits bourgeois, un moyen de trouver de quoi se mettre sous la dent.

IMMIGRATION**UN PROJET ANTI-IMMIGRE DE PLUS**

Encore une fois, le gouvernement de droite et sa majorité réactionnaire veulent rendre la vie des travailleurs immigrés difficile. En effet, depuis 1974, sous la présidence de Giscard d'Estaing, période à partir de laquelle la carte de séjour est devenue obligatoire pour les ressortissants des pays d'Afrique anciennement colonisés par la France, les différents pouvoirs se servent de celle-ci comme un moyen pour brimer et réprimer tous ceux qui ne possèdent pas ce titre de séjour.

Mise à part la régularisation de 1981 après l'élection de François Mitterrand, tous les ministres de l'intérieur, de droite comme de gauche, qui se sont succédé, de Michel Poniatowski à Jean Louis Debré, en passant par Pierre Joxe, ont eu chacun un projet dans leur poche. Tous ces projets se ressemblent comme deux gouttes d'eau: ils ont pour objectif de renvoyer tous les clandestins et d'empêcher d'autres de venir en France.

Parmi ces projets, le plus

connu et qui a fait le plus de dégâts et qui continue d'en faire, est celui qui porte le nom de Pasqua. L'un des objectifs de cette



Manif des "sans papiers"

carte de séjour à des parents qui ont des enfants nés ici en France, donc Français de droit, alors que selon ces mêmes lois on ne peut pas les expulser. C'est le cas, parmi d'autres, de certains clandestins vivant en France et révélé par la lutte courageuse des sans-papiers de l'église Saint Bernard.

Maintenant, sous prétexte de rendre applicables les lois de son prédécesseur, l'actuel ministre de l'intérieur Jean-Louis Debré veut lui aussi voler la vedette à Charles Pasqua en cherchant à faire voter un projet qui porterait peut-être son nom. Ce projet préconisait démagogiquement de régulariser tous les immigrés clandestins vivant en France depuis 15 ans en leur donnant une carte temporaire d'un an pour les célibataires ainsi que pour les parents dont les enfants sont nés en France ou de conjoints français.

Mais les députés de sa majorité ont amendé ce texte et l'ont rendu plus dur envers les immigrés. Ils ont rejeté l'idée de toute régularisation de la situation des clandestins. Ce projet doit faire la navette entre l'assemblée et le sénat pour une deuxième lecture. S'il est voté définitivement sans modification, cela fera certainement plaisir à tous les réactionnaires, plus particulièrement aux partisans de Le Pen.

Pour faire échec à ce projet, tous les travailleurs doivent être solidaires des "sans-papiers" en lutte et appuyer leurs initiatives pour obliger le gouvernement du tandem Chirac-Juppé à satisfaire leurs revendications.

loi est de réformer le code de la nationalité française concernant les enfants de la deuxième génération en remettant ainsi en cause le "droit du sol". Selon ce droit, tout enfant né en France est automatiquement Français. Ces enfants peuvent même être renvoyés dans le pays d'origine de leurs parents même s'ils n'y ont jamais mis les pieds.

Ces lois remettent aussi en cause le droit d'asile. Depuis une dizaine d'années, presque toutes les demandes venant des ressortissants d'Afrique sont rejetées alors que certains des demandeurs sont là depuis des années. Et en général, ce sont ces gens-là qu'on appelle aujourd'hui des "clandestins".

Un autre aspect de la loi Pasqua consiste aussi à refuser la

IL N'Y AURA PAS D'INTEGRATION ECONOMIQUE SUR UNE BASE CAPITALISTE !

Ces derniers temps, notamment dans le milieu des étudiants, friand de recettes toutes faites, dans les discussions, entre autres, l'idée de l'intégration économique régionale revient de façon incessante comme un leitmotiv. Les défenseurs de cette thèse prennent pour exemple l'Union Economique Européenne qui serait, selon eux, un modèle à suivre. Se basant sur le fait que les pays africains ne peuvent pas s'en sortir individuellement, ils préconisent la formation de grands ensembles régionaux avec libre circulation des hommes et des biens. On est même loin de l'idée du panafricanisme défendu naguère par des gens comme Nkrumah!

En effet, on peut affirmer avec raison que dans le monde actuel aucun pays n'est capable de s'en sortir tout seul et encore moins les Etats africains actuels. Pris individuellement, ils ne sont pas viables. S'il y a d'ailleurs une leçon à tirer des plus de trente ans des indépendances africaines, c'est justement le fait que ces Etats, tels qu'ils ont été conçus, sont incapables de résoudre quoi que ce soit. Aucun d'entre eux n'a les moyens, ni économiques, ni techniques, ni culturels d'assurer son propre développement. Même les dictateurs africains donnent l'impression d'être conscients de cela à tel point que l'une des résolutions du sommet de l'OUA en 1990 a été d'appeler à la formation des grands ensembles économiques régionaux.

A y regarder de près, le rêve de tous ces gens-là est de revenir à la case de départ en quelque sorte. En effet, pendant la période coloniale, la plupart des régions étaient regroupées en grands ensembles économiques et administratifs. Pour son fonctionnement et ses intérêts, la colonisation trouvait efficace de

s'appuyer sur de grandes entités centralisées. En Afrique noire francophone, par exemple, les colonies étaient organisées en deux grandes zones géographiques : il y avait la région de l'AOF, l'Afrique Occidentale Française et celle de l'AEF, l'Afrique Equatoriale Française. Des structures semblables existaient aussi dans la zone sous influence coloniale anglaise.

Mais peu de temps avant les indépendances, c'est l'impérialisme français qui a pris la décision de balkaniser ces vastes ensembles. L'objectif visé était de donner naissance à de petits Etats plus faciles à dominer. Quand ils sont arrivés au pouvoir à la tête de ces différents Etats, ses différents valets locaux, les Houphouët, Tombalbaye, Ahidjo et autres, ont eux aussi oeuvré dans le sens de la division. Les dirigeants de chaque Etat prétendaient s'en sortir tout seuls et affirmaient leur souveraineté par rapport aux autres, défendaient leurs frontières, leurs drapeaux, qu'ils voulaient différents de ceux de leurs voisins, quoique, souvent, entre ces pays, les frontières soient artificielles et ne reposent sur rien. Même des hommes politiques comme Nkrumah, qui au début avaient milité pour le panafricanisme, ont opté eux aussi pour un développement national indépendant du reste. Et c'est ainsi que, de façon paradoxale, c'est entre les pays africains eux-mêmes que l'indépendance a entraîné une rupture quasi définitive alors que leurs anciens rapports avec les puissances colonisatrices se sont renforcés et resserrés.

Bien sûr, il y a eu aussi, à plusieurs reprises d'ailleurs, des tentatives de regroupements tant au niveau continental que régional. Certaines ont abouti à des

structures communes. C'est le cas de l'OUA, (Organisation de l'Unité Africaine), fondée en 1963, mais aussi de la CEDEAO (Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest), de l'UMOA (Union Monétaire Ouest Africaine) en Afrique de l'Ouest et de l'UDEAC (Union Douanière des Etats de l'Afrique Centrale) et de la CEMAC (Communauté Economique et Monétaire des Etats de l'Afrique Centrale).

Mais aucune de ces structures ne marche en réalité. L'OUA a failli. Elle n'a pas réalisé l'unité africaine considérée comme son principal objectif. Bien au contraire, elle a contribué à renforcer les divisions nationales en respectant notamment les frontières imposées par la colonisation. Elle n'est finalement qu'un instrument aux mains des dictateurs africains avides de leurs pouvoirs et contre les aspirations des populations à l'unité.

Quant aux organisations de type économique, elles n'existent que sur le papier. En Afrique Centrale, après plus d'une dizaine d'années d'existence, l'UDEAC a été dissoute. Les dictateurs qui la dirigeaient se sont rendus compte qu'elle ne servait à rien. Ils l'ont remplacée par une autre organisation, la CEMAC. Mais depuis la création de celle-ci, ils ne sont même pas capables de se réunir ne serait-ce que pour évaluer le chemin parcouru. En Afrique de l'Ouest, quoique chaque année des réunions au sommet se tiennent, regroupant les différents dictateurs de la région, la CEDEAO et l'UMOA n'ont pas un sort meilleur non plus. Jusqu'aux dirigeants y compris, tout le monde se plaint que ces organisations ne fonctionnent pas.

Si toutes ces tentatives de regroupement à quelque niveau que ce soit ont échoué ou ne fonctionnent pas, si tel est le constat, encore faut-il en chercher les raisons profondes. Certains

défenseurs de la thèse de l'intégration économique mettent cela sur le compte de la mauvaise volonté des dirigeants. Ils critiquent "l'égoïsme", "l'incapacité" de ces derniers d'avoir une vision plus large des choses.



Quelle intégration?

Certes, il y a du vrai dans tout cela. On ne peut pas écarter la responsabilité des dirigeants dans l'échec des différentes tentatives de regroupement. Mais si on limite le problème au rôle de simples individus, même si ce sont des dirigeants, on ne voit qu'un aspect du problème, et de surcroît, l'aspect secondaire. Il y a d'autres facteurs plus déterminants à l'origine du problème.

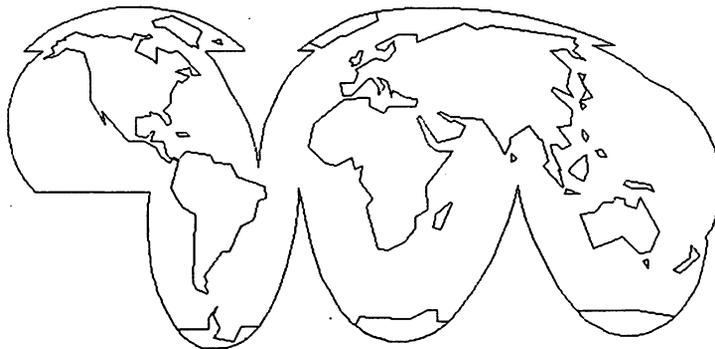
Pour ce qui est de l'Afrique francophone, par exemple, c'est d'abord l'impérialisme français lui-même qui a balkanisé ces régions et s'oppose à leur unification. Politiquement, la multiplicité de petits Etats l'arrange: plus ils sont divisés, plus ils sont petits et mieux il peut les dominer, même si par ailleurs, économiquement, le fait qu'il y ait plusieurs frontières avec de nombreux problèmes douaniers constitue un obstacle pour la circulation des

marchandises. Mais le principal facteur contre l'intégration économique même régionale est surtout le fait que chaque bourgeoisie africaine a besoin de son Etat. Ce dernier est la principale source de son enrichissement. Il lui assure des revenus et des privilèges considérables grâce aux détournements, aux commissions, aux taxes, aux recettes douanières et autres parasitismes. Voilà, plus qu'aucune autre considération, les facteurs déterminants qui font que chaque bourgeoisie tienne à son Etat, son armée, sa police, ses frontières et milite en réalité contre toute tentative de regroupement alors que tout le monde dit que cela est nécessaire et surtout que les populations y aspirent tout naturellement. C'est d'ailleurs ainsi que les choses se passent aussi en Europe, bien que

les différents politiciens bourgeois n'arrêtent pas de parler de la communauté économique européenne.

Alors oui, l'avenir, c'est la formation de grands ensembles économiques, que l'on appelle cela intégration économique ou pas. Mais une telle perspective ne peut pas se réaliser dans le cadre du capitalisme, ce système basé sur la concurrence, le nationalisme, les frontières et les divisions entre les peuples. La seule voie pouvant conduire à l'unité de l'Afrique ou à la formation de grandes entités économiques régionales, c'est la lutte des pauvres contre les Etats bourgeois actuels, pour en finir avec leurs frontières, leurs armées, leurs polices, etc. Mais pour cela, il faudrait qu'il y ait des partis révolutionnaires qui défendent un tel programme.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.